



# Indonésie

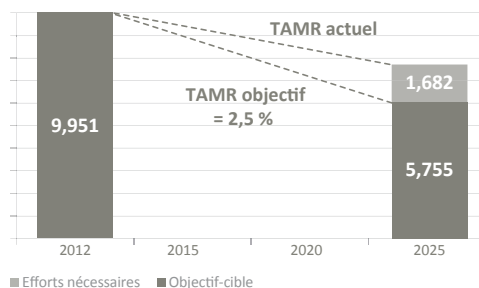
Date d'adhésion :  
Décembre 2011

## Faits marquants

- Un Secrétariat du Mouvement SUN entièrement fonctionnel a été mis en place au ministère d'État pour la Planification du développement national dans le but de coordonner les activités du Mouvement SUN.
- Il élabore actuellement une ligne directrice pour les conflits d'intérêts inspiré du document sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêt publié par le GSO - SUN.
- Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (RAN-PG) de 2015 à 2019 inclut tous les programmes menés par les ministères / organismes, ainsi que les donateurs, les agences des Nations Unies, les OSC, et le secteur privé et sert de référence aux gouvernements locaux (provincial et de district) dans la formulation de leur plan d'action régional sur l'alimentation et la nutrition (RAD-PG).

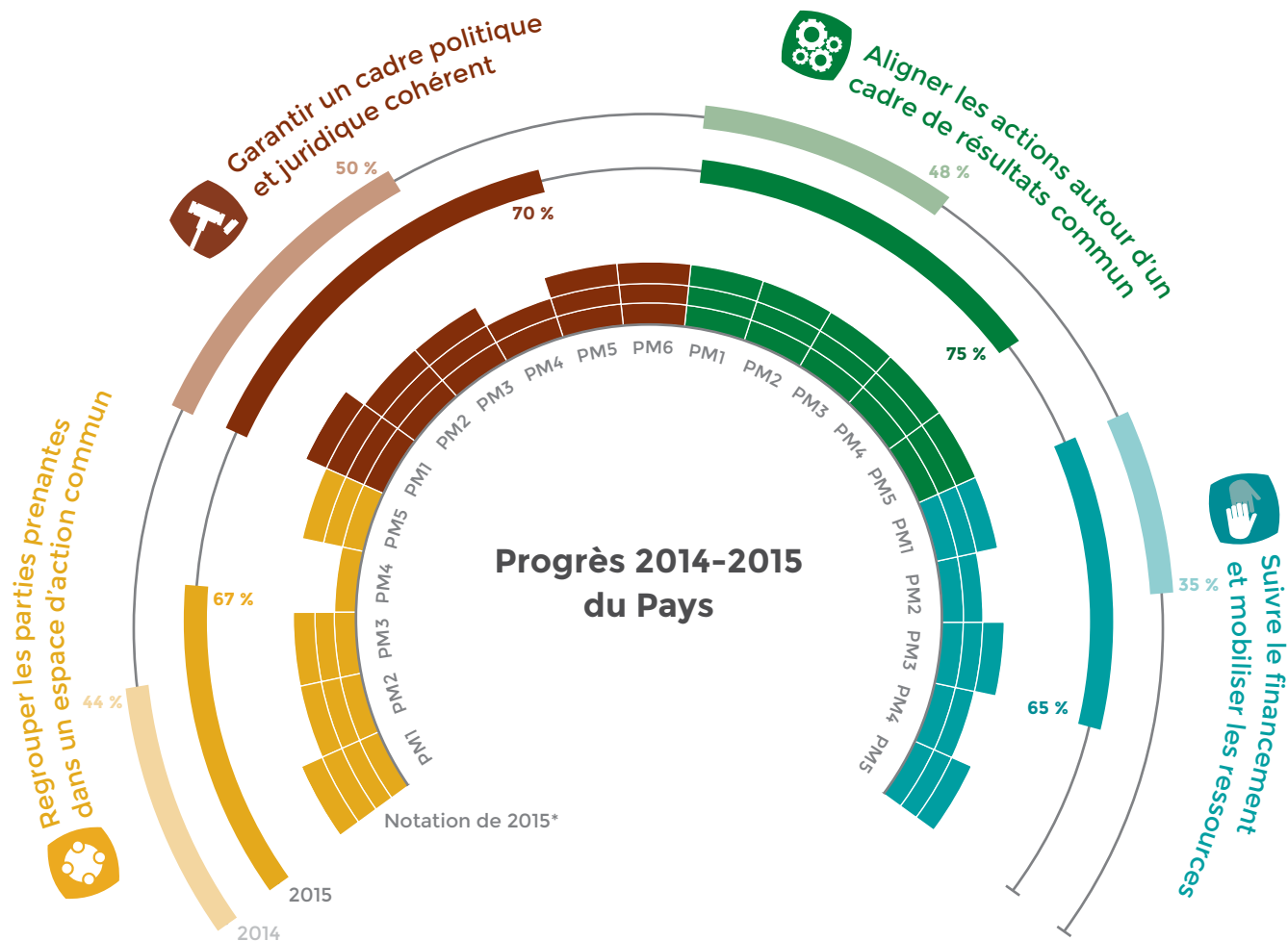
### Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 39,2 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 26,3 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	36,4 %
Faible poids à la naissance :	7,3 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	13,5 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	11,5 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	22,5 %

\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



\*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Le décret présidentiel n° 42/2013 de la République d'Indonésie sur le Mouvement national pour accélérer l'amélioration de la nutrition dans le cadre des « 1000 jours les plus décisifs » a conduit à la création d'un groupe de travail de haut niveau, placé sous la tutelle du ministère du Bien-être des populations. **Ce groupe de travail réunit plusieurs parties prenantes et 13 ministères concernés au niveau national et infranational et devrait être décentralisé au niveau provincial.** Le décret n° 11/2014 du ministère du Bien-être des populations a conduit à la mise en place d'une équipe technique pour faciliter la coordination au niveau national.

La signature du décret n° 37/2014 par le vice-ministre des Ressources humaines et de la culture a abouti à la mise en place de six groupes de travail (campagnes, plaidoyer, formation, planification et budgétisation, partenariat et étude des facteurs de risque de l'environnement). Ces groupes sont

soutenus par une équipe d'experts avec des parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, des agences des Nations Unies (ONU), du réseau international de partenaires, de la communauté et des organisations sociales, des organisations professionnelles, des universités et des médias.

Le ministère d'État en charge de la planification nationale du développement abrite un Secrétariat du Mouvement SUN pleinement opérationnel.

**L'adhésion au Réseau du secteur privé s'est élargie et les partenaires internationaux de développement et agences des Nations Unies font partie du Réseau de donateurs et du Réseau de pays des Nations Unies sur la nutrition (DUNCNN). Le DUNCNN fournit un appui au Secrétariat du Mouvement SUN. Les termes de référence de l'Alliance de la société civile SUN ont été finalisés.**

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



**Le Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2015 - 2019 (décret présidentiel n° 2/2015) précise les résultats des programmes de nutrition pertinents et inclut le cadre de la politique de base pour les « 1000 premiers jours les plus décisifs de la vie ».**

Le Mouvement SUN en Indonésie est soutenu par le règlement gouvernemental n° 17/2015 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en application de la loi n° 18/2012 sur les aliments. Ce règlement exige que le gouvernement décentralise et mette en œuvre le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (RAN-PG) au niveau national et local.

Le RAN-PG (2011 - 2015) a été formulé en utilisant l'approche des 5 piliers, à savoir :

- l'amélioration de l'état nutritionnel communautaire
- l'accroissement de l'accessibilité à la nourriture
- l'amélioration de la qualité et de la sécurité alimentaire
- la promotion de comportements sains , et
- le renforcement de l'institutionnalisation de l'alimentation et de la nutrition.

**Le prochain RAN-PG 2015-19 est en cours d'élaboration avec des composants multi-sectoriels reflétant à la fois la sous-nutrition et la surnutrition. Il comprend une définition des rôles de tous les acteurs impliqués dans les interventions spécifiques à la nutrition et les interventions contribuant à la nutrition.**

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le RAN-PG (2011-15) constitue actuellement le cadre de résultats commun (CCR) sur lequel toutes les parties prenantes en Indonésie alignent leur soutien. Le Plan d'action régional sur l'alimentation et la nutrition (RAD-PG) de 2011 à 2015 a été mis au point dans toutes les 34 provinces et rassemble les parties prenantes au niveau sous-national. **Plusieurs districts ont commencé à élaborer leurs plans d'action afin d'inclure le cadre du « Mouvement pour les 1000 jours les plus décisifs de la vie ».**

**Le RAN-PG (2015-2019) comprendra tous les programmes menés par les ministères/organismes, ainsi que les donateurs, les agences des Nations Unies, la société civile et le secteur privé. Une fois finalisé, il servira de référence aux collectivités**

**locales (provinces et districts) dans la formulation de leurs nouveaux RAD-PG.**

**L'approche de la plate-forme multi-secteur du Mouvement a été intégrée dans le RPJMN 2015 à 2019. Le gouvernement a utilisé cinq indicateurs (anémie, retard de croissance, émaciation, obésité, allaitement maternel exclusif) comme référence pour tous les acteurs contribuant à accélérer l'amélioration de la nutrition.** Le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans d'action sont limités aux secteurs gouvernementaux. Il y a la nécessité d'un mécanisme de suivi et d'évaluation des services fournis par les secteurs non gouvernementaux.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



**Le gouvernement central s'est engagé à consacrer 5 % du budget de l'État au secteur de la santé en 2016. L'on note aussi l'augmentation de l'allocation budgétaire en 2016 pour les ministères impliqués dans des interventions contribuant à la nutrition (travaux publics et logement, éducation et culture, agriculture, planification familiale et responsabilisation des femmes).**

Le règlement gouvernemental n° 39 de l'année 2006 relatif à la procédure de suivi et d'évaluation du Plan de développement exige de chaque ministère/agence de faire un rapport

d'utilisation du budget alloué en vue de l'identification du type de dépenses effectuées.

**Le gouvernement dispose d'un plan budgétaire à long terme, comme indiqué dans le RPJMN 2015 - 2019, cependant, les donateurs et le secteur privé ne disposent pas toujours d'un plan de financement pluriannuel. La cartographie du budget et le suivi financier des activités liées à la nutrition à travers des organismes gouvernementaux ont été réalisés ; et ceux des secteurs non gouvernementaux est toujours en cours.**

Suivre le financement et mobiliser les ressources